



Division ressources terrestres

RAPPORT ANNUEL

2020



LRD
Division
Ressources
Terrestres



Table des matières

Avant-propos	5
Objectifs	6
Objectif 1 : Les ressources terrestres, agricoles, forestières et génétiques sont gérées de manière durable et préservées.....	6
Objectif 2 : La capacité à satisfaire la demande de produits forestiers et agricoles sur les marchés locaux et internationaux est renforcée.	12
Objectif 3 : Les pays océaniques ont accès à une grande variété de ressources forestières et agricoles, riches en éléments nutritifs et résilientes face aux effets des catastrophes naturelles et du changement climatique.....	13
Objectif 4 : Les politiques, les programmes et les services nationaux et régionaux dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie tiennent compte des questions de genre et d'inclusion sociale, et défendent et protègent l'héritage culturel et les droits de la personne.....	14
Objectif 5 : Les services et systèmes d'exploitation agricole intégrés sont renforcés.	18
Écosystème de la Division ressources terrestres	12
Objectifs de développement durable.....	22
Partenaires et ressources	23
Perspectives pour 2021	26
EXEMPLES DE RÉUSSITES	
Les partenariats public-privé font fleurir les systèmes semenciers durables aux Tonga.....	7
La diversité des cultures au service de la sécurité alimentaire et nutritionnelle aux Fidji.....	11
Un exploitant abandonne l'agriculture conventionnelle pour l'agriculture biologique et en retire bien plus que des bénéfices financiers	28



États et Territoires partenaires de la Division ressources terrestres dans le Pacifique

Avant-propos

Alors que 2021 nous éloigne progressivement des difficultés 2020, la Division ressources terrestres continue d'œuvrer avec prévoyance, ambition et un zeste d'espoir. La CPS a emboîté le pas aux organisations, communautés et populations océaniques et du monde entier pour se préparer en accéléré à la « nouvelle normalité » née de la COVID-19 et de la pandémie qui a balayé nos petits pays insulaires en début d'année.

Pour la Division ressources terrestres, cette nouvelle normalité s'est traduite par l'annulation des formations et des réunions en présentiel, par des projets aux capacités réduites et par un rallongement des délais précédant les lancements, les évaluations, les examens et les formations. Cette situation a néanmoins ouvert de nouvelles possibilités, non seulement sur le plan du travail et de l'apprentissage à distance, mais également pour ce qui est de l'intensification de la planification qui, je l'espère, nous permettra d'atteindre de nouveaux sommets en 2021. La COVID-19 a obligé la Division ressources terrestres à faire des pauses, mais pas à faire du sur-place, et nous avons travaillé différemment toute l'année pour faire en sorte que chaque pause soit suivie d'un nouveau bond en avant.

L'équipe Ressources génétiques de la Division a été l'une des premières à mettre à profit ces pauses pour obtenir des résultats positifs. Les formations en présentiel sur les semences ayant été annulées, l'équipe a rapidement basculé vers des consultations en ligne, dont plusieurs ont été organisées pendant l'année. L'équipe a également profité du temps supplémentaire passé en ligne pour installer un nouveau système d'information pour la banque de gènes, ainsi que pour présenter un nouveau protocole de suivi par Zoom. En outre, les obtentions n'ont pas ralenti : elles ont été au nombre de 2 237 pendant l'année, accompagnées de 17 végétaux.

Dans la mesure où la Division ressources terrestres a principalement mené ses travaux en ligne, nous avons eu pour objectif de renforcer les partenariats existants et d'en lancer de nouveaux. L'une de nos grandes réussites a été la mise en place d'un projet important sur le cocotier en partenariat avec la FAO, qui sera totalement déployé en 2021.

Le projet portant sur le cocotier met l'accent sur la participation des femmes, en s'appuyant sur les efforts importants consentis en 2019 pour améliorer l'inclusion des femmes et des communautés défavorisées. Ces efforts se sont accélérés en 2020, même si la Division n'a pas pu organiser d'activités en présentiel. Le projet de plantation par des femmes dans le village de Nadroumi, dans la partie occidentale des Fidji, a porté ses fruits : 30 femmes supplémentaires ont acheté des semis à planter auprès du groupe des femmes de ce village. Toujours aux Fidji, dans le bassin versant de la rivière Ba, le groupe des femmes du village de Tokoni a créé une pépinière d'arbres indigènes ; en outre, à Korobua, la Division ressources terrestres a organisé une formation à la gestion des ressources naturelles à l'intention des femmes et des jeunes. À Palau, l'investissement dans deux chaînes de valeur pour le taro et les légumes a été axé sur l'appui aux femmes.

Dans la mesure où de nombreuses communautés n'avaient pas fini d'assimiler les actions précédentes mises en place par la Division ressources terrestres pour mener à bien elles-mêmes les travaux de terrain tout au long de l'année, nous avons saisi cette occasion pour donner un coup d'accélérateur aux projets sur place qui seront bénéfiques pour l'ensemble de la région. Ainsi, un nouveau laboratoire de santé des végétaux a été ouvert, une structure unique dans le Pacifique avec un niveau de confinement sur le plan de la biosécurité qui lui permettra de mettre en place des contrôles portant sur les maladies et les organismes nuisibles émergents. Une fois le laboratoire ouvert, l'équipe Santé des végétaux a rapidement organisé plusieurs formations et diagnostics en ligne.

Enfin, même si la nouvelle normalité ne durera pas éternellement, la Division ressources terrestres a compris que les changements induits par la COVID-19 dans la région nécessiteront de mettre en place une riposte massive et de nouvelles façons de travailler pendant encore de nombreuses années. L'une des répercussions de la COVID-19 a été l'augmentation de l'insécurité alimentaire. La Division a réagi en nouant un partenariat avec l'Union européenne portant sur l'Initiative régionale intégrée pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Océanie dans le cadre de la pandémie de COVID-19 (PRISCO19), qui permettra de créer et de renforcer des systèmes alimentaires durables et résilients dans la région ; l'accent a été mis sur la bonne gouvernance afin que ces systèmes soient en mesure de résister aux chocs à venir. La Division continue de passer ses autres programmes à la loupe incontournable de la COVID-19 pour s'assurer que les difficultés uniques et urgentes issues de cette crise sont prises en compte.

Les acteurs de la Division ressources terrestres espèrent une année 2021 jalonnée de nouveaux défis à relever, de nouvelles chances à saisir et de nouveaux apprentissages. La crise de la COVID-19 a simultanément renforcé notre résilience et ouvert la voie aux occasions et aux bonnes volontés. Nous vous invitons à vous joindre à nous dans notre exploration de ces nouvelles voies afin de permettre à l'Océanie de s'épanouir dans cette nouvelle ère.

Karen Mapusua

Directrice de la Division ressources terrestres

Communauté du Pacifique

La Division ressources terrestres coopère avec les populations océaniques pour atteindre une série d'objectifs à la fois ambitieux, judicieux et adaptés aux besoins des communautés de la région. Les avancées et les réussites obtenues en 2020 dans le cadre de nos cinq principaux objectifs sont présentées ci-dessous.

Objectifs

Objectif 1 : Les ressources terrestres, agricoles, forestières et génétiques sont gérées de manière durable et préservées.

Si la COVID-19 a eu un impact sur les travaux menés par la Division ressources terrestres en matière de ressources génétiques, l'équipe chargée de cette question a été en mesure d'avancer dans un certain nombre de domaines. La distribution des obtentions s'est poursuivie avec la collecte et le stockage de semences. Même si la pandémie dans le Pacifique n'a pas permis que se tiennent en présentiel les formations habituelles sur les semences, l'équipe du pilier Ressources génétiques s'est adaptée en organisant plusieurs consultations en ligne. La Division s'est également adaptée à la nouvelle place prise par Internet pendant la pandémie de COVID-19 en prodiguant davantage de conseils techniques et de soutien en ligne aux agriculteurs. Les interruptions du travail quotidien ont également permis à la Division de consolider ses protocoles et ses systèmes, notamment par l'installation d'un nouveau système d'information pour la banque de gènes et par la rédaction d'un protocole de suivi partagé avec les partenaires au moyen de conférences Zoom. L'équipe de la Division ayant été privée de déplacements pendant une grande partie de l'année, la participation à distance à des ateliers et à des formations sur des sujets comme l'agriculture biologique et la fertilité des sols a gagné du terrain. Les travaux de recherche sur des cultures essentielles comme le cocotier se sont également poursuivis et l'équipe de la Division est parvenue à appuyer des formations sur le terrain et en personne dans des domaines comme l'extraction et la culture d'embryons zygotiques du cocotier. Elle a en outre poursuivi ses travaux sur l'utilisation et la conservation des terres dans les bassins versants, entrant en contact avec plus de 20 communautés aux Fidji pour déterminer les sites pouvant faire partie du projet et établir des parcelles de démonstration en agroforesterie.

Recherche et assistance technique

S'il est devenu difficile d'apporter une assistance technique sur le terrain pendant l'année, la Division ressources terrestres a continué de prodiguer des conseils et un soutien techniques à distance aux agriculteurs à leur demande. Les pratiques agricoles biologiques ont été mises en avant chaque semaine sur le site Web de la Communauté océanique pour l'agriculture biologique et le commerce éthique (POETCom) et les réseaux sociaux. La POETCom a pris part à distance à deux ateliers – l'un sur la fertilité des sols et la nutrition des plantes et l'autre sur l'introduction à l'agriculture biologique – qui se sont tenus à Palau avec des partenaires du pays. L'atelier sur la fertilité des sols a compté 22 participants (11 femmes, 6 hommes, 5 personnes dont le genre n'a pas été précisé) et l'atelier sur l'agriculture biologique a compté 19 participants (14 femmes, 4 hommes et 1 personne dont le genre n'a pas été précisé).

La pause imposée par la COVID-19 en cours d'année a permis à l'équipe de la Division ressources terrestres de mener à bien les recherches qui s'imposaient, ainsi que de mettre en place des protocoles et de réviser et améliorer le suivi, l'inventaire et l'indexation. Les travaux de recherche ont été menés à bien pendant l'année dans le but de créer des protocoles de nettoyage pour éviter la contamination des cultures in vitro par des bactéries, en particulier concernant le taro. Des recherches supplémentaires pour l'optimisation du protocole ont

eu lieu pendant l'année au sujet du virus responsable de la maladie de Bobone de Colocasia.

Parmi les autres activités importantes mises en place dans le but de conserver et de renforcer la collection de cultures et d'arbres de la Division, on peut citer le lancement d'un projet d'acquisition d'un équipement de cryoconservation pour le nouveau cryolaboratoire du CePaCT, un examen visant à inclure des essences à la base de données des cultures du CePaCT, et le lancement d'essais en champ sur des arbres à pain greffés afin d'identifier des formes naines.

L'équipe de la Division ressources terrestres a également passé en revue en 2020 les listes des équipements afin d'améliorer le suivi et l'inventaire conformément aux critères du système de gestion de la qualité. L'explosion qui a dévasté Beyrouth a incité à approfondir les recherches afin de remplacer le nitrate d'ammonium dans le milieu de culture. Les registres et les procédures de laboratoire de la Division ont été mis à jour pendant l'année, en particulier en ce qui concerne les recherches sur le cocotier. Des modes opératoires normalisés pour la cryoconservation sont en cours de rédaction et un protocole pour le nettoyage des bactéries dans les cultures de cocotier in vitro est en cours d'élaboration.

Pour contribuer à réduire la file d'attente d'indexation virologique du CePaCT, 432 échantillons de

Exemple de réussite



Les partenariats public-privé font fleurir les systèmes semenciers durables aux Tonga.

La sécurité alimentaire et nutritionnelle reste un objectif de développement important pour les États et territoires insulaires océaniques. La disponibilité de cultures vivrières de qualité, résistantes et nutritives, ainsi que l'accès à ces cultures, sont essentiels pour atteindre cet objectif dans la région. Il faut faciliter cette disponibilité et cet accès au moyen de partenariats stratégiques visant à créer des systèmes semenciers durables et robustes à tous les niveaux.

Les programmes de la Division ressources terrestres consacrés aux ressources génétiques et à l'agriculture durable accompagnent depuis longtemps les pays pour garantir la conservation et l'utilisation de cultures vivrières dans la région, ainsi que leur accessibilité. La banque de gènes océanique, le Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CePaCT), facilite la conservation et la distribution de variétés végétales dans le but de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et les moyens de subsistance des populations.

En 2018, le CePaCT a distribué plus de 200 plants produits par culture tissulaire de patate douce, banane, fruit à pain et ananas au fonds fiduciaire MORDI, le fonds pour l'intégration des initiatives de développement rural aux Tonga, en vue de la caractérisation, de l'évaluation en champ et de la sélection des meilleures variétés, définies comme adaptables, à haut rendement et dotées de bonnes qualités gustatives pour les communautés locales. La Division ressources terrestres a soutenu les opérations de transplantation en pleine terre des plants produits par culture tissulaire et leur acclimatation dans les serres du fonds MORDI.

Le fonds MORDI a tout d'abord évalué la patate douce, car c'est une culture à maturation rapide, facile à cultiver et à haute valeur nutritive. Au terme des évaluations, cinq variétés ont été sélectionnées et multipliées

dans les parcelles du fonds MORDI, en vue de leur distribution aux agriculteurs ciblés et de leur plantation dans des parcelles en plein champ.

Les parcelles en plein champ sont une occasion unique de déterminer le niveau de participation des communautés et de mutualiser les réussites et les enseignements tirés de la plantation du matériel végétal.

Le fonds MORDI est parvenu à mobiliser de grands exploitants agricoles, comme M. Taufa Ahome'e et M. Manase Siua, dans le cadre d'une nouvelle initiative intitulée « Banque de semis », qui vise à aider les petits exploitants locaux à accéder au matériel végétal et à soutenir la distribution à plus grande échelle des variétés sélectionnées aux communautés locales. Encouragés à multiplier des variétés climato-résilientes, ces grands exploitants ont pu produire des aliments pour leur autoconsommation ainsi que pour la vente sur le marché local, tandis que les rejets, boutures et fanes restitués au fonds MORDI ont été distribués aux petits exploitants, qui multiplieront encore ce matériel végétal pour le partager avec des communautés sur tout le territoire des Tonga. Ces partenariats ont permis au fonds MORDI de répondre à la demande nationale en matériel végétal, à la suite des dégâts provoqués par le cyclone tropical Harold en avril 2020.

Soane Patolo, Directeur du fonds MORDI, a déclaré : « La transformation de l'agriculture rurale doit l'amener vers plus de résilience. Pour cela, il nous faut des cultures résilientes et résistantes à la sécheresse. Avec l'appui de la CPS, nous avons reçu plusieurs échantillons à multiplier en pépinière, qui ont ensuite été cultivés avec succès et récoltés pour être distribués aux populations locales. Dans le contexte de la COVID-19, les ménages sont aujourd'hui mieux préparés pour assurer leur sécurité alimentaire. Nous nous réjouissons de poursuivre notre partenariat avec la CPS pour renforcer notre soutien au tissu vivrier local, dans l'intérêt de nos agriculteurs, mais aussi de la population dans son ensemble. »

feuilles issus de certaines obtentions de taro ont été expédiés au ministère néo-zélandais de l'Eau et des Ressources terrestres en 2020. Un second lot de 2 230 obtentions de taro en attente d'indexation virologique a été transplanté dans la zone de mise en quarantaine après entrée sur le territoire. Des essais préliminaires d'élimination des bactéries ont été effectués afin de nettoyer les obtentions contaminées par des bactéries à l'aide d'antibiotiques.

La Division ressources terrestres est arrivée en 2020 au terme de consultations avec les Îles Cook au sujet d'un accord type de transfert de matériel. Cet accord devrait être signé au cours du premier trimestre 2021. Des consultations avec Vanuatu portant sur le même type d'accord seront entamées début 2021, dans le but de signer l'accord type de transfert de matériel peu après.

Obtentions

En dépit du coup d'arrêt imposé par la COVID-19, la Division ressources terrestres a maintenu le rythme de collecte et de distribution de variétés végétales en 2020. À la fin de l'année, ce sont 2 237 obtentions de 17 cultures qui ont été conservées au CePaCT. Au premier trimestre, le Territoire de Wallis et Futuna a identifié 14 obtentions de taro, d'igname, de bananier, de patate douce et de taro géant en vue de leur inclusion dans les collections du CePaCT.

Au deuxième trimestre (d'avril à juin), alors que la pandémie se propageait dans toute la région, 59 nouvelles obtentions (46 de taro, 7 de Xanthosoma et 6 de patate douce) issues des Îles Cook, de Vanuatu, des Fidji et de Polynésie française ont été ajoutées aux collections du CePaCT.

Au troisième trimestre (de juillet à septembre), alors que des mesures drastiques de lutte contre la COVID-19 étaient encore en vigueur dans tout le Pacifique, de nouvelles obtentions de bananier (1), de patate douce (2) et de manioc (1) des Îles Cook et de Vanuatu ont été ajoutées aux collections. Ces obtentions avaient été collectées et importées au cours des années précédentes et plantées dans les collections du CePaCT. En outre, de nouvelles obtentions de taro, bananier et patate douce des Îles Cook et de Vanuatu ont été enregistrées.

Aux Fidji, l'accent a été mis plus particulièrement sur la diversité du cocotier au cours de cette période. La Division ressources terrestres a collaboré avec l'Université du Queensland (Australie) à propos de 9 obtentions de cocotier ayant été collectées sur l'île de Taveuni (Fidji) dans le but de mener des recherches sur l'optimisation des protocoles de conservation et de multiplication végétative en masse. En outre, 7 obtentions des mêmes cultivars prélevés antérieurement ont été choisies pour une deuxième mission de collecte auprès de la banque de gènes de cocotier en champ de Taveuni (Fidji). Ces obtentions seront également utilisées à des fins de recherche.

À côté de ces réussites sur le plan des obtentions, plusieurs pertes ont malheureusement été enregistrées au cours de l'année. La perte de deux obtentions de bananier, six de taro et une de pomme de terre a dû être enregistrée au cours de l'année en raison d'une contamination in vitro. Les obtentions perdues provenaient de Nouvelle-Calédonie (2), de Papouasie-Nouvelle-Guinée (2), du Samoa (4) et du Pérou (1). Néanmoins, le CePaCT s'efforce de faire en sorte qu'elles réintègrent sa collection en cherchant à les réimporter depuis leurs régions et leurs fournisseurs d'origine. Le CePaCT a également cerné au cours de l'année de nouvelles lignées à ajouter à ses collections, y compris 18 lignées de taro des Îles Cook et une variété hybride d'igname de Vanuatu. En outre, 14 obtentions de taro, d'igname, de bananier, de patate douce et de taro géant ont été identifiées à Wallis et Futuna en vue de leur inclusion dans les collections du CePaCT. Ces lignées seront rassemblées à la levée des restrictions pesant sur le transport aérien et sur le déplacement des agents de la CPS en raison de la COVID-19.

Malgré les difficultés rencontrées en 2020 sur le terrain et pour se déplacer dans le but d'identifier de nouvelles plantes et cultures, cinq variétés de patate douce, deux variétés de manioc et quatre variétés de taro ont été caractérisées et les démarches sont en cours de finalisation avec l'échantillonnage ADN destiné à effectuer une analyse ADN qui permettra de déterminer les variétés choisies dont la culture est adaptée sur les atolls.

Conservation et distribution des semences

La COVID-19 a rendu la distribution de semences difficile pendant l'année, mais l'équipe de la Division ressources terrestres est tout de même parvenue à collecter, stocker et conserver les semences des essences fondamentales de la région. Des semences et des spécimens d'herbier de référence de huit espèces indigènes ont été collectés. Destinées aux jardins botaniques de Kew, partenaires de la Division, les semences n'ont pas pu voyager en raison de l'annulation des vols internationaux au départ des Fidji ; elles ont donc été inventoriées en toute sécurité au CePaCT.

En outre, un ensemble supplémentaire de semences de santal a été collecté et entreposé au CePaCT, en vue d'échanges avec les Tonga. Le CePaCT a commencé à acquérir des équipements et des consommables pour sa collection de semences et son laboratoire afin de stocker les semences.

Des consultations en ligne avec Vanuatu, le Samoa, Kiribati et Tuvalu ont été organisées pendant l'année dans le cadre du volet océanien de l'initiative Des semences pour la vie au sujet des systèmes semenciers prioritaires. Les quatre pays ont mis sur pied des plans de travail pour les systèmes et ont fixé des priorités, notamment : la culture tissulaire, l'évaluation et le dépistage des semences à pollinisation libre, les plantes racines et les tubercules, les systèmes semenciers du cocotier, les unités de

test des semences et le traitement dans les pays, les banques de semences communautaires, ainsi que les lignes directrices et le renforcement des capacités en matière de systèmes semenciers. Aux Tonga et à Vanuatu, une assistance technique et un soutien financier ont été mis en place pour deux centres de semences nationaux.

Des avancées ont également été réalisées en matière de développement des semences pendant l'année. Des consultations avec les Tonga, les Fidji, Vanuatu, Kiribati, le Samoa et Tuvalu ont permis de cerner les principaux partenaires du projet pour ce qui est des activités de développement des semences, de déterminer les besoins en matière de renforcement des capacités et de mettre au point des programmes de formation qui devraient être finalisés en 2021. Un spécialiste des systèmes semenciers a été recruté et, une fois opérationnel, il élaborera en 2021 un ensemble de lignes directrices relatives à la production de semences.

Formations, démonstrations et renforcement des capacités

Malgré les entraves aux voyages et aux rencontres avec les communautés qui ont jalonné l'année, le personnel de la Division ressources terrestres est tout de même parvenu à mener à bien un certain nombre de formations et de démonstrations, ce qui a permis de consolider l'élan en faveur des efforts de renforcement des capacités consentis par la Division. Les jeunes et les femmes de Korobua (Fidji) ont été formés en 2020 à la gestion des ressources naturelles. L'équipe de la Division a également organisé en novembre une formation sur l'extraction et la culture d'embryons zygotiques du cocotier, au cours de laquelle 13 agents du centre de recherche et développement de Taveuni, aux Fidji, ont acquis les compétences pratiques permettant d'appliquer les procédures d'isolement et de stérilisation.

Sur la côte occidentale des Fidji, à Nadroumi, 30 femmes ont acheté des plants à mettre en terre auprès du groupe des femmes du village ; ce projet relève des travaux de la Division ressources terrestres concernant la réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts (REDD+). Un certain nombre d'autres projets en lien avec la forêt ont également été lancés en 2020. Dans le bassin versant de la rivière Ba, aux Fidji, le groupe des femmes du village de Tokoni a créé une petite pépinière d'arbres indigènes. Trente femmes, dont 20 % de jeunes, ont pris part à ce projet. Des parcelles de démonstration en agroforesterie ont été aménagées dans les bassins versants de la Waidina, de la rivière Ba, de la rivière Labasa et de la Tunulua. Dans le bassin versant de la rivière Labasa, les équipes de la Division ressources terrestres ont collaboré afin de sensibiliser neuf villages à la gestion durable des terres (GDT). Une formation en la matière a également été organisée dans les bassins versants de la Waidina et de la rivière Ba.

En 2020, l'équipe de la Division a organisé une for-

mation à la planification participative de l'utilisation des terres dans le bassin versant de la rivière Ba (Fidji). Une planification de ce type a également été menée à bien dans le bassin versant de la rivière Labasa. Dans le tikina de Navatusila aux Fidji (villages de Tokoni et Mare), une formation sur les méthodes en pépinière a réuni 24 personnes, dont 40 % de femmes.

Des consultations nationales menées pendant l'année ont permis de mettre le doigt sur les besoins prioritaires en matière de renforcement des capacités. La Division ressources terrestres, par exemple, a accepté de collaborer avec Landcare Research afin de faire intervenir des spécialistes dans le but de développer la production de semences, y compris en mettant sur pied des programmes de formation.

Élaboration de politiques et de programmes

Même si les activités de terrain et en présentiel ont reculé en 2020, la Division ressources terrestres a continué à avancer sur ses principaux programmes et ses grandes politiques par la validation de projets, ainsi que par la signature de contrats, l'élaboration de plans de travail et l'organisation d'ateliers. La Division a conclu un accord avec la FAO concernant un grand projet portant sur le cocotier, dont la mise en œuvre commencera en 2021. Le projet est fortement axé sur la participation des femmes.

Aux Fidji, la version préliminaire d'un protocole de suivi concernant la foresterie a été présentée dans trois circonscriptions principales (Centrale, Ouest et Nord) aux fins de consultation et a fait l'objet de discussions par Zoom avec un consultant. Un débat sur la révision du code d'exploitation forestière des Fidji a eu lieu pendant les consultations. Dans ce cadre, la Division a également contribué à l'élaboration du rapport d'éthique sur le code fidjien applicable aux scieries. Une séance connexe de sensibilisation à la stratégie de gestion des incendies a également eu lieu dans les communautés du bassin versant de la Waidina.

À Tuvalu, la Division ressources terrestres a collaboré avec un consultant dans le but d'analyser le changement climatique et la sécurité alimentaire dans le pays. Le schéma du programme « Food Futures » a été mis sur pied et présenté afin d'envisager son financement. La Division a également mobilisé ses partenaires de Tuvalu afin de promouvoir la technologie des « food cubes » dans le but de soutenir de nouvelles variétés végétales. Ces variétés devraient faire l'objet d'évaluations en 2021. La phase 2 du programme « Food Futures », qui sera mise en œuvre à Kiribati et aux Fidji, a également été finalisée pendant l'année.

À Palau, l'association des producteurs biologiques POGA (Palau Organic Growers Association) a atteint plusieurs des objectifs fixés dans l'accord avec la POETCom (Communauté océanienne pour l'agriculture biologique et le commerce éthique). La POGA a organisé deux ateliers ayant bénéficié du soutien à distance de la POETCom.

En 2020, la CePaCT a poursuivi ses activités de caractérisation des cultures dans certains pays atolls océaniques. L'analyse ADN des cultures a été repoussée à 2021 en raison des retards pris dans l'expédition d'échantillons de comparaison du CePaCT vers la Nouvelle-Zélande à cause des perturbations dans les transports liés à la COVID-19. Une fois les cultures caractérisées, une note d'information sur les variétés choisies pour les atolls sera rédigée et transmise aux pays.

Le CePaCT a également fait des progrès pendant l'année dans un certain nombre de domaines en lien avec l'infrastructure, la politique et les collaborations. Même si l'élaboration d'une politique relative à la banque de gènes a dû être repoussée à 2021, les plans en la matière ont été tracés au cours de l'année écoulée. Le CePaCT a également rédigé deux modes opératoires normalisés en 2020, et il est prévu d'en rédiger trois autres en 2021. La construction d'une nouvelle serre pour les plantes en quarantaine post-entrée a démarré en cours d'année, et la version préliminaire des plans pour le projet de construction d'installations de cryoconservation a été tracée. Les agencements du laboratoire moléculaire du CePaCT ont également commencé en 2020, avec la commande des équipements nécessaires.

En outre, le CePaCT a pris des mesures afin de simplifier encore l'activité de conservation grâce à une application Android pour la maintenance de l'inventaire. Une collaboration avec un consultant chargé de développer l'application est en cours. Un déploiement progressif de l'application aura lieu en 2021 en utilisant une petite collection d'obtentions. Le personnel sera formé à l'utilisation de l'application avant son déploiement.

En 2020, le système GRIN Global de gestion de l'information des banques de gènes a été installé, ce qui représente un autre objectif atteint par le CePaCT. Le Centre travaille maintenant à assurer la compatibilité de ce système avec ses propres systèmes de documentation. Certes, les discussions avec GRIN Global en Australie ont été suspendues en raison des difficultés liées à la COVID-19 dans le pays, mais la mise à l'essai du système et la formation se poursuivent. Ce nouveau système s'accompagnera d'un site Web, sur lequel les utilisateurs pourront accéder facilement aux informations concernant les variétés végétales disponibles depuis la banque de gènes du CePaCT.

Action ciblée sur les femmes et les jeunes

En 2020, la Division ressources terrestres a mis l'accent sur l'intégration des femmes et des jeunes dans tous les aspects de son travail afin de veiller à ce que ces groupes traditionnellement défavorisés soient impliqués dans les échanges et profitent, par rapport aux autres catégories de population, d'un accès égal à l'agriculture, à la foresterie et aux débouchés économiques qui y sont associés. La Division a également commencé à inclure ces groupes dès le début de la conception des programmes et projets afin de faire l'expérience dès le départ de leur inclusion et de l'impact qu'ils ont. Le nouveau programme relatif au cocotier ayant fait l'objet d'un accord en 2020, par exemple, fait mention de l'importance accordée à la participation des femmes.

Dans le village fidjien de Korobua, une formation à la gestion des ressources naturelles a été organisée à l'intention de 11 jeunes et femmes. Le groupe des femmes de Nadroumi a également continué à œuvrer pour obtenir des résultats pendant l'année, en vendant ses plants à 30 femmes qui les utiliseront dans le cadre de projets agricoles et d'agroforesterie. Dans le bassin versant de la rivière Ba, aux Fidji, le groupe des femmes du village de Tokoni a créé une petite pépinière d'arbres indigènes avec l'aide de la Division ressources terrestres. Le groupe de Tokoni est composé de 30 femmes, dont 20 % de jeunes. Le projet de pépinière comprenait également la mise en place d'une ferme de démonstration en agroforesterie. Les femmes, qui représentaient 8 des 22 participants (37 %), ont également pris part aux activités de reforestation dans le bassin versant de la Waidina.

En 2020, les participantes à d'autres formations ont également été nombreuses. Lors d'une formation à la planification participative de l'utilisation des terres dans le bassin versant de la rivière Ba, 40 % des participants étaient des femmes. Cette proportion de participantes était la même lors d'une formation sur les méthodes de pépinière dans le tikina de Navatusila (villages de Tokoni et Mare).

Le programme de la POETCom a également fait des progrès en matière d'inclusion en 2020. Deux ateliers qui se sont tenus pendant l'année ont compté une majorité de participantes : un atelier sur l'agriculture biologique auquel ont assisté 14 femmes, 4 hommes et une personne dont le genre n'a pas été précisé, et un atelier sur la fertilité des sols et la nutrition des plantes auquel ont assisté 11 femmes, 6 hommes et 5 personnes dont le genre n'a pas été précisé.

Exemple de réussite



La diversité des cultures au service de la sécurité alimentaire et nutritionnelle aux Fidji

La banque de gènes océanique, le Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CePaCT), a pour mandat clé d'appuyer dans la région la conservation efficace et l'utilisation efficiente des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture. Le CePaCT est idéalement placé pour répondre aux besoins des pays en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle, en particulier pour ce qui est de la conservation à long terme des principales espèces cultivées pour l'alimentation. Il facilite l'accessibilité et la disponibilité de ces cultures, y compris des variétés non originaires de la région.

En décembre 2020, le CePaCT avait plus de 2 200 obtentions de 18 espèces cultivées et, au cours des 15 dernières années, il a distribué plus de 85 000 plants produits par culture tissulaire de 15 espèces à plus de 50 pays. Les pays membres soutiennent l'efficacité du CePaCT sur le terrain principalement par l'intermédiaire de leurs ministères de l'Agriculture.

Le CePaCT a collaboré de façon très étroite avec le ministère fidjien de l'Agriculture afin de recenser, de collecter et de conserver les cultures vivrières clés des Fidji et d'accroître la résilience et la durabilité des cultures de base du pays. Il a distribué des variétés nouvelles et améliorées provenant de la région et d'ailleurs au ministère, qui se charge de leur évaluation. Des variétés adaptables sont aussi distribuées aux agriculteurs et aux communautés paysannes des Fidji.

En 2018, le ministère a lancé trois nouvelles variétés végétales : une variété de patate douce (Golden Brown) et deux variétés de taro (Tarova Loa et Tarova Vula). Le CePaCT lui a livré les variétés pour évaluation et sélection.

Après l'introduction des trois variétés, la CPS a assuré un suivi auprès de ses interlocuteurs au sein du ministère afin d'en évaluer l'impact. Selon Savenaca

Cuquma, chargé de recherche principal du ministère, les agriculteurs apprécient les nouvelles variétés. Nombre d'entre eux vantent les qualités gustatives de la patate douce, notamment son côté très sucré, tandis que pour d'autres, « la goûter, c'est l'adopter ». Dès octobre 2020, 46 000 lianes de Golden Brown et 10 000 rejets des deux variétés de taro avaient été distribués à plus de 800 agriculteurs de Viti Levu, la plus grande île des Fidji. En outre, du matériel végétal supplémentaire était en cours de préparation afin de le partager avec des agriculteurs de Vanua Levu, l'autre île principale.

En plus des activités relatives à ces variétés, le ministère a mené à bien d'autres travaux, notamment l'évaluation de nouvelles lignées de patate douce à pollinisation libre obtenues à partir de variétés fournies par le CePaCT. De plus, la sélection végétale et l'évaluation des variétés de taro, en croisant des variétés du CePaCT résistantes à la flétrissure des feuilles avec du taro local, se poursuivent. L'objectif est au bout du compte d'enrichir la palette de variétés nutritives et résilientes accessibles aux agriculteurs locaux.

Ces collaborations entre la Division ressources terrestres et le gouvernement fidjien permettent également de renforcer les connaissances et les capacités, comme en témoignent les travaux de recherche sur les plantes racines et les tubercules dirigés par M. Cuquma au sein du ministère de l'Agriculture. M. Cuquma nous a confié qu'il avait renforcé sa connaissance et sa compréhension des méthodes de sélection du taro, de la patate douce, du manioc et de l'igname au contact d'experts régionaux et à l'aide des formations et ateliers régionaux conduits par la CPS. Il souhaite poursuivre ses travaux sur les plantes racines et les tubercules, tout en partageant ses connaissances et son expérience avec ses collègues pour promouvoir la pérennisation des acquis.

Objectif 2 : La capacité à satisfaire la demande de produits forestiers et agricoles sur les marchés locaux et internationaux est renforcée.

Les marchés locaux et internationaux ont terriblement souffert en 2020 après que la COVID-19 a balayé le Pacifique. De nombreux marchés étant partiellement ou totalement fermés, la Division ressources terrestres s'est efforcée de planifier et de mettre en place une infrastructure de projet afin que ses partenaires et communautés puissent prendre appui sur des bases solides pour se lancer une fois les marchés totalement réouverts.

Formations et renforcement des capacités

En 2020, des travaux sur la création du module sur l'évaluation des chaînes de valeur et de la perspective de genre ont été lancés par l'équipe de la POETCom. En parallèle, une trousse d'évaluation des chaînes de valeur et de la perspective de genre est en cours d'élaboration. Ce module devrait être terminé en 2021. Les travaux visant à mettre sur pied un module de formation financière ont également démarré pendant l'année.

Les révisions et la mise à jour du Système participatif de garantie (SPG) et de la Norme océanienne d'agriculture biologique (NOAB) ont également commencé au deuxième semestre 2020. Même si ces travaux ont pris du retard à cause de la COVID-19, ils devraient reprendre dans les délais prévus en 2021.

Le manuel de formation relatif à la lutte contre le rhinocéros du cocotier a été rédigé et publié afin de guider les efforts régionaux de lutte contre cet organisme nuisible qui fait des ravages. La structure de la base de données sur le rhinocéros du cocotier a été finalisée ; la base est maintenant opérationnelle et elle est constamment alimentée par les Îles Salomon et les Fidji à l'aide de l'outil KoBo Toolbox.

Vanuatu a bénéficié d'un soutien technique pour la mise en œuvre de mesures de surveillance et de confinement du rhinocéros du cocotier, ainsi que de lutte contre cet organisme nuisible dans le cadre du plan d'aide adopté par la CPS après le passage du cyclone tropical Harold. Des pièges et des appâts ont été achetés et distribués à Vanuatu (500 unités) ainsi qu'à Wallis et Futuna (envoi de 100 pièges et de 200 appâts). En outre, la campagne d'éradication du rhinocéros du cocotier menée aux Îles Salomon a bénéficié d'un appui régulier sous la forme d'une assistance technique et de la mobilisation des populations locales. À cela s'ajoutent 1 500 appâts destinés au rhinocéros du cocotier et 1 000 appâts conçus pour la chenille légionnaire d'automne expédiés par le Costa Rica et distribués en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Îles Salomon et à Vanuatu en 2020. La Nouvelle-Calédonie a bénéficié d'une assistance technique plus poussée en matière de sensibilisation au rhinocéros du cocotier, avec un ensemble d'outils comme des affiches et des brochures en français prêts à être distribués. De plus, un nouveau microscope a été acheté auprès de la Nouvelle-

Zélande afin d'appuyer l'activité de production en masse du *Metarhizium* dans le laboratoire menant des recherches sur les pathologies.

Un cours de remise à niveau sur l'outil KoBo Toolbox a été organisé pour l'équipe de protection des végétaux du ministère fidjien de l'Agriculture, et un modèle révisé d'enregistrement visant à faciliter la surveillance et le suivi de la population de rhinocéros du cocotier a été testé sur le terrain. La technologie KoBo Toolbox a largement contribué à la collecte de données lors de la campagne d'éradication du rhinocéros du cocotier aux Îles Salomon, deux ans après le lancement du projet.

Collaboration et investissement

En 2020, à l'initiative de la POETCom, des discussions ont eu lieu avec les comités nationaux de coordination des projets de Palau et de République des Îles Marshall afin de lancer un appel à manifestations d'intérêt auprès des professionnels des produits biologiques volontaires pour se joindre au projet pour la prospérité des femmes productrices et formatrices et des entreprises dirigées par des femmes au travers des chaînes de valeur des produits biologiques (BPWP).

À la suite de la première flambée de COVID-19, les pays océaniques ont dû renforcer de toute urgence leur autosuffisance alimentaire. En 2020, la Division ressources terrestres a signé l'Initiative régionale intégrée pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Océanie dans le cadre de la pandémie de COVID-19 (PRISCO19), un projet financé par l'Union européenne et mis en œuvre par la Division. Ce projet sur un an devrait être pleinement lancé en 2021 dans le but d'atteindre deux objectifs : renforcer les capacités des services de biosécurité et promouvoir la pérennité de la production alimentaire et de l'apport de valeur ajoutée en réponse à la pandémie de COVID-19.

Avec les restrictions ayant pesé sur les voyages pendant une grande partie de l'année, l'équipe Santé des végétaux a cherché à terminer au plus vite le laboratoire de santé des végétaux par l'acquisition et l'installation de l'équipement nécessaire qui permet maintenant d'effectuer les travaux diagnostiques essentiels. En outre, l'équipe Santé des végétaux est parvenue à obtenir une préparation pesticide d'origine végétale (huile de neem, huile blanche) pour contribuer aux essais en matière de lutte intégrée contre les organismes nuisibles.

Objectif 3 : Les pays océaniques ont accès à une grande variété de ressources forestières et agricoles, riches en éléments nutritifs et résilientes face aux effets des catastrophes naturelles et du changement climatique.

La crise due à la COVID-19 a rendu difficile la distribution des ressources agricoles et forestières en 2020. Néanmoins, en s'efforçant d'atteindre les populations, l'équipe de la Division ressources terrestres est parvenue à obtenir et à distribuer des semences de patate douce, de bananier, d'arbre à pain, de taro et d'autres espèces tout au long de l'année. L'équipe a également partagé ses connaissances et ses conseils concernant l'échantillonnage et la plantation sur les parcelles expérimentales. La planification et les formations se sont poursuivies malgré les difficultés d'organisation dues aux mesures de lutte contre la COVID-19. Ainsi, 15 communautés des Fidji ont eu accès à des formations à la gestion durable des terres. Certains ateliers organisés pendant l'année ciblaient des représentants des pouvoirs publics, et l'équipe de la Division ressources terrestres a poursuivi ses programmes de formation et de mentorat pour ce type de public, entre autres. Même si nombre de réunions et de partenariats de premier plan ont dû être mis à l'arrêt pendant l'année, la Division est tout de même parvenue à lancer de nouveaux partenariats et à trouver des fonds pour 2021 pour les réunions et les projets incontournables post-COVID-19.

Achat, distribution et promotion des cultures

Les collections du CePaCT ont fourni un certain nombre de cultures aux pays et aux universités qui en avaient besoin en 2020. Au total, 94 obtentions (2 301 échantillons) de bananier, arbre à pain, manioc, taro géant des marais, patate douce et taro tirées des collections du CePaCT ont été distribuées aux Fidji, aux Îles Marshall, aux Îles Salomon, à Tuvalu et à l'Université du Queensland (Australie). Le matériel a été distribué aux Fidji et à Tuvalu au deuxième trimestre 2020, essentiellement pour répondre aux demandes déposées après le passage du cyclone tropical Harold et en lien avec la pandémie de COVID-19. En plus des ressources du CePaCT, 357 kg de semences ont été obtenus aussi bien auprès de fournisseurs locaux qu'en Nouvelle-Zélande en réponse à la demande d'urgence des Fidji.

Les commentaires des Fidji et du fonds MORDI (Mainstreaming of Rural Development Innovation Tonga Trust) sur la distribution de cultures par le CePaCT ont été transmis aux agriculteurs. Aux Fidji, 45 000 plants de patates douces « Golden Brown » ont été distribués par le ministère de l'Agriculture à environ 800 agriculteurs. Le fonds MORDI a inclus les patates douces sur les terres du domaine royal et a créé des parcelles de démonstration à Vava'u et à 'Eua.

Renforcement des capacités

En dépit des difficultés pour organiser des rencontres en présentiel pendant la crise liée à la COVID-19, la Division ressources terrestres et ses partenaires sont parvenus à mener à bien un certain nombre de formations et d'activités de renforcement des capacités pendant l'année. La Division a particulièrement avancé dans ses travaux portant sur le cacaoyer. Aux Fidji, des cacaoyers ont été

échantillonnés et plantés (dans une parcelle expérimentale) en mars à Tutu, sur l'île de Taveuni. En outre, un consultant a été recruté afin de mener à bien des activités d'échantillonnage du cacaoyer dans la province fidjienne de Malampa.

Aux Îles Salomon, le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage s'est lancé dans l'échantillonnage du cacaoyer dans la province orientale. Un échantillonnage du cacaoyer a également été organisé à Vanuatu. Concernant le cacao toujours, la Division ressources terrestres a également contribué à des activités de fermentation au Samoa. Les travaux de reconstruction après le passage du cycle tropical Harold se sont poursuivis au Centre de recherche et de formation agronomique de Vanuatu (VARTC), où 364 clones de cacaoyer ont été greffés et des échantillons de sols ont été prélevés dans le cadre d'un essai de fertilisation.

La Division ressources terrestres a également été en mesure d'organiser en 2020 un certain nombre de formations concernant l'achat et la promotion des cultures. Pendant l'année, elle a mené à bien une formation aux méthodes de l'application Climate Smart à l'intention des agents du ministère fidjien de l'Agriculture et de l'Université du Pacifique Sud. La fonction publique était également fortement représentée dans les ateliers sur les politiques biologiques organisés aux Fidji (11 fonctionnaires) et à Vanuatu (10 fonctionnaires). Les activités de mentorat et d'accompagnement professionnel destinées aux fonctionnaires portant sur l'élaboration continue de politiques se sont poursuivies pendant l'année 2020 et continueront en 2021.

La Division est également parvenue à offrir une formation à la gestion durable des terres pendant l'année, qui a concerné 15 communautés aux Fidji.

Pour susciter davantage l'adhésion et avoir plus d'impact, la Division ressources terrestres a fait traduire les nouvelles fiches sur les techniques d'amendement des sols dans les langues de Kiribati et de Tuvalu et les a distribuées dans ces deux pays aux fins de promotion.

Collaboration et investissement

La Division ressources terrestres a noué en 2020 un partenariat clé avec la banque de semences Australian Grains Genebank en vue d'accompagner la mise en œuvre du système d'information de la banque de gènes du CePaCT en s'appuyant sur la base de données de GRIN Global. La mise en place du partenariat a été freinée pendant l'année en

raison des difficultés posées par la COVID-19, mais les travaux devraient reprendre en 2021. En outre, les partenariats à mettre en place pour la banque de gènes ayant fait l'objet de discussions pendant l'année comprennent des collaborations avec le Samoa et Vanuatu ; ces deux pistes seront approfondies en 2021.

Même si la réunion du Réseau océanien d'information sur les ressources phytogénétiques agricoles (PAPGREN) prévue en 2020 a dû être reportée à 2021, le référent du PAPGREN pour la Polynésie française s'est assuré qu'une partie du financement nécessaire pour tenir une réunion en présentiel lorsque les conditions le permettraient serait disponible. La Division ressources terrestres, dans le cadre du volet océanien de l'initiative Des semences pour la vie, et le ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT) compléteront les fonds déjà engagés.

Objectif 4 : Les politiques, les programmes et les services nationaux et régionaux dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie tiennent compte des questions de genre et d'inclusion sociale, et défendent et protègent l'héritage culturel et les droits de la personne.

Même s'il a été difficile de faire avancer les choses en 2020 en raison de la crise liée à la COVID-19, la Division ressources terrestres a continué à préparer le terrain afin d'avancer sur les questions de genre, d'inclusion sociale, d'héritage culturel et de droits de la personne. La Division n'a pas chômé et a mené à bien des examens et des évaluations afin de cerner les domaines et les projets à appuyer pour lesquels des mesures seront prises en 2021.

Investissement dans les questions de genre et appui à ces questions

À Palau, deux chaînes de valeur pour le taro et les légumes ont été choisies pour y investir dans le but d'appuyer les femmes. Les investissements, notamment l'achat d'équipements, ont été retardés, mais devraient intervenir début 2021. Une rapide évaluation de la dimension de genre a également été menée pour ces deux chaînes de valeur dans le pays. En République des Îles Marshall, une évaluation de la dimension de genre portant sur la chaîne de valeur du pandanus a été effectuée, et une brochure sur la culture du pandanus a été publiée. Une autre évaluation préliminaire de la chaîne de valeur concernant le sirop de coco a eu lieu pour l'île de Rabi (Fidji).

Pendant l'année, la POETCom a également commencé à évaluer les lacunes et les possibilités en matière d'équité de genre et d'inclusion sociale dans les outils que sont la Norme océanienne d'agriculture biologique et le Système participatif

de garantie. Les conclusions orienteront l'élaboration du module de formation sur l'évaluation des chaînes de valeur des questions de genre et des produits biologiques pour une formation des formateurs prévue pour 2021.

La POETCom a également pris des mesures visant à inclure l'équité de genre et l'inclusion sociale dans son Plan stratégique quinquennal (2020-2025), qui a été élaboré pendant l'année et doit être lancé début 2021. La POETCom a également adopté de nouvelles lignes directrices relatives à l'utilisation de l'eau municipale traitée chimiquement dans le cadre de la production agricole biologique. Elle a en outre fait la promotion des questions de genre dans son bulletin d'information, en y incluant une section consacrée aux femmes.

Inclusion sociale et protection de l'héritage culturel

La Division ressources terrestres a préparé le terrain en 2020 pour un certain nombre de politiques de protection de l'héritage culturel et visant à garantir que les communautés agricoles participent aux actions destinées à bâtir un avenir placé sous le signe d'une meilleure sécurité alimentaire.

Les consultations avec le Crop Trust et la FAO ont permis de prendre des mesures visant à achever la politique du CePaCT relative à la banque de gènes. Un consultant sera recruté en 2021 pour mener des recherches plus approfondies et rédiger un projet de politique. Des démarches ont également été entreprises afin de finaliser la charte du Réseau océanien d'information sur les ressources phytogénétiques agricoles (PAPGREN) et la Feuille de route océanienne pour les systèmes semenciers lors d'une réunion en ligne qui devait se tenir début 2021. Les retards pris dans la finalisation de ces documents ont été principalement dus aux plans de lutte contre la COVID-19 et au cyclone tropical Harold.

La Division ressources terrestres a poursuivi ses travaux en ligne pendant ces situations d'urgence et a lancé une consultation concernant le cadre relatif à la politique semencière de Vanuatu ; elle a également mis en place un groupe de travail sur la politique semencière de Vanuatu chargé de finaliser le cadre. Une consultation de suivi avec Vanuatu

s'est tenue, et la version finale devrait être présentée pour publication en 2021. À Nauru, la Division ressources terrestres a collaboré avec le gouvernement à la mise sur pied d'un plan en faveur d'une agriculture climato-intelligente, qui permettra de transformer le secteur agricole pour inclure l'ensemble des communautés insulaires et de mieux répondre aux besoins des populations.

En 2020, la Division a également collaboré avec l'Union européenne pour rédiger un programme de travail relatif à une politique portant sur la santé et les productions animales. La synthèse des résultats d'une évaluation des besoins prioritaires a permis d'élaborer un cadre des priorités régionales afin d'accompagner les pays pour qu'ils s'engagent à nouveau dans des activités relatives à la santé et aux productions animales, ainsi que pour soutenir la mobilisation de ressources. Le cadre régional pour la santé et les productions animales devrait être finalisé en 2021.

Pour l'ensemble de ses objectifs pour 2020, l'équipe de la Division a intégré la participation des femmes, des jeunes et des communautés défavorisées dans toutes ses activités. Dans le présent rapport, le nombre de femmes, de jeunes et de membres de communautés défavorisées formés est indiqué dans la présentation des autres objectifs. Voir aussi la partie **Action ciblée sur les femmes et les jeunes** dans l'objectif 1.

Objectif 5 : Les services et systèmes d'exploitation agricole intégrés sont renforcés.

Lorsque la COVID-19 a obligé la Division ressources terrestres à abandonner nombre de ses évaluations de terrain et de ses formations prévues pour l'année, l'équipe a cherché à poursuivre ses travaux essentiels en mettant en place un accompagnement en ligne et en proposant un apprentissage à distance. Souvent, la Division a pu réorienter ses activités de soutien aux laboratoires de la région spécialisés dans l'agriculture vers un modèle en ligne, et a également pris des mesures pour embaucher un certain nombre de consultants dans les pays chargés de mener à bien des évaluations de la vulnérabilité. Elle a en outre maintenu sa collaboration avec ses partenaires afin d'avancer dans la mise en place d'un cadre pour la santé et les productions animales dans la région. Les publications ont également continué pendant l'année avec, entre autres, un manuel de formation pour lutter contre le rhinocéros du cocotier, un rapport sur l'avancement du programme PHAMA Plus et un manuel relatif aux cliniques des plantes.

Investissement dans les connaissances et gestion

La Division ressources terrestres a continué à appuyer en 2020 les laboratoires travaillant à la culture tissulaire dans les pays. L'accompagnement des laboratoires aux Fidji et au Samoa a été défini et cartographié dans le cadre du volet océanique de l'initiative Des semences pour la vie. Les plans de travail pour cet accompagnement devraient être déployés au premier trimestre 2021. Les activités de soutien aux laboratoires de Wallis et Futuna prévues pour mars 2020 ont été repoussées à une date ultérieure en raison de la COVID-19, mais la Division a pu accompagner à distance la banque de gènes du pays.

Même si l'appui au nouveau laboratoire de culture tissulaire du Département de l'agriculture et du développement rural de Vanuatu a également été retardé à cause de la COVID-19, un examen des plans et de la liste des équipements du laboratoire est maintenant en cours.

La Division a poursuivi ses évaluations en lien avec les systèmes d'exploitation agricole au cours de l'année, et un consultant a été recruté pour mener à bien une évaluation de la vulnérabilité de Tuvalu. Cette évaluation sera utilisée pour fixer la structure du programme destiné à appuyer la sécurité alimentaire et nutritionnelle à Tuvalu dans le cadre du programme « Food Futures ». Tuvalu recevra, tout comme Kiribati, le soutien de la Division ressources terrestres pour une production agricole climato-intelligente par l'intermédiaire d'un nouvel accord de subvention conclu au quatrième trimestre 2020.

La Division ressources terrestres a également travaillé en partenariat avec le Programme durabilité environnementale et changement climatique de la CPS par l'intermédiaire de la Plateforme des contributions déterminées au niveau national (CDN) afin d'établir pour Nauru un cadre de diagnostic de la vulnérabilité face au changement climatique, une évaluation de la vulnérabilité des systèmes d'exploitation agricole du pays et un plan pour une agriculture climato-intelligente qui prévoit des formations à ce type d'agriculture. Le plan de Nauru pour une agriculture climato-intelligente (ACI) sera mis sur pied et publié en 2021.

La Division ressources terrestres a intensifié sa campagne de sensibilisation à la peste porcine africaine au cours de l'année. Elle a recruté un vétérinaire afin de mieux mettre en avant les conséquences de cette maladie et a tenu plusieurs consultations en ligne avec le Projet sur l'accès aux marchés des produits horticoles et agricoles du Pacifique et les pays concernés (Vanuatu, Fidji et Papouasie-Nouvelle-Guinée) pour cerner les publics cibles et les outils de sensibilisation. Une vidéo animée et des affiches sur la peste porcine africaine ont été créées et finalisées afin d'être distribuées aux pays concernés en 2021.

La Division ressources terrestres a également apporté son soutien à une analyse économique aux Fidji concernant la culture hors saison sous abri des poivrons et des tomates. Ces résultats constituent un outil décisionnel important pour les pouvoirs publics et les agriculteurs et ont incité le ministère fidjien de l'Agriculture et certains agriculteurs des régions de Sigatoka et de Tavua à adopter la structure de culture sous abri. Le PNUD s'est également montré intéressé pour organiser d'autres démonstrations de la structure sous abri dans le pays. La rédaction d'un nouveau manuel sur la culture sous abri a commencé pendant l'année et sera finalisée en 2021.

Assistance technique, formation et documentation

La Division ressources terrestres a fait des progrès en 2020 concernant un cadre régional relatif à la santé et aux productions animales. Elle a conçu une enquête en ligne, puis a collecté et analysé les réponses dans le but d'orienter et de bâtir ce cadre. La campagne de sensibilisation à la peste porcine africaine, évoquée ci-dessus, a contribué au cadre dans la mesure où les consultations avec les pays sur cette maladie et d'autres problèmes de santé animale prioritaires se sont poursuivis tout au long de l'année.

Les discussions avec les partenaires australiens du projet, le CSIRO (Centre australien pour la recherche scientifique et industrielle) et l'ACIAR (Centre australien pour la recherche agricole internationale), ont débouché sur la mobilisation par la Division ressources terrestres de la SAFT (faculté

d'agriculture et de technologie alimentaire) de l'Université du Pacifique Sud afin de mettre sur pied des protocoles d'analyse des sols en laboratoire visant à orienter la rédaction d'un manuel sur l'analyse des sols et à appuyer le renforcement continu des capacités concernant la santé des sols. Un contrat avec la SAFT a été conclu pour accélérer la mise sur pied de protocoles d'analyse des sols qui appuieront le renforcement des capacités en matière de gestion des sols dans les pays. En outre, Tonga a commencé à bénéficier d'une formation sur la gestion des sols en partenariat avec le CSIRO.

À Tuvalu, en 2020, 75 bacs avec réservoir d'eau intégré (« food cubes ») ont été distribués et installés sur l'île de Funafala. Des lignes directrices relatives à la gestion de projets et à la gestion des « food cubes » sont en cours de rédaction afin d'aider et d'inciter les communautés à adopter cette technologie. Des « food cubes » ont également été distribués à Tuvalu et à Kiribati à des fins d'évaluation et de promotion. Le recours à des systèmes d'irrigation autonomes et aux « food cubes » n'est pas seulement encouragé à Tuvalu, mais également à Kiribati. La Division ressources terrestres a travaillé en partenariat avec les universités de Tasmanie et d'Adélaïde dans le but de soumettre un article scientifique sur les minéraux des atolls ; celui-ci a été publié dans la revue du MDPI (Multidisciplinary Digital Publishing Institute).

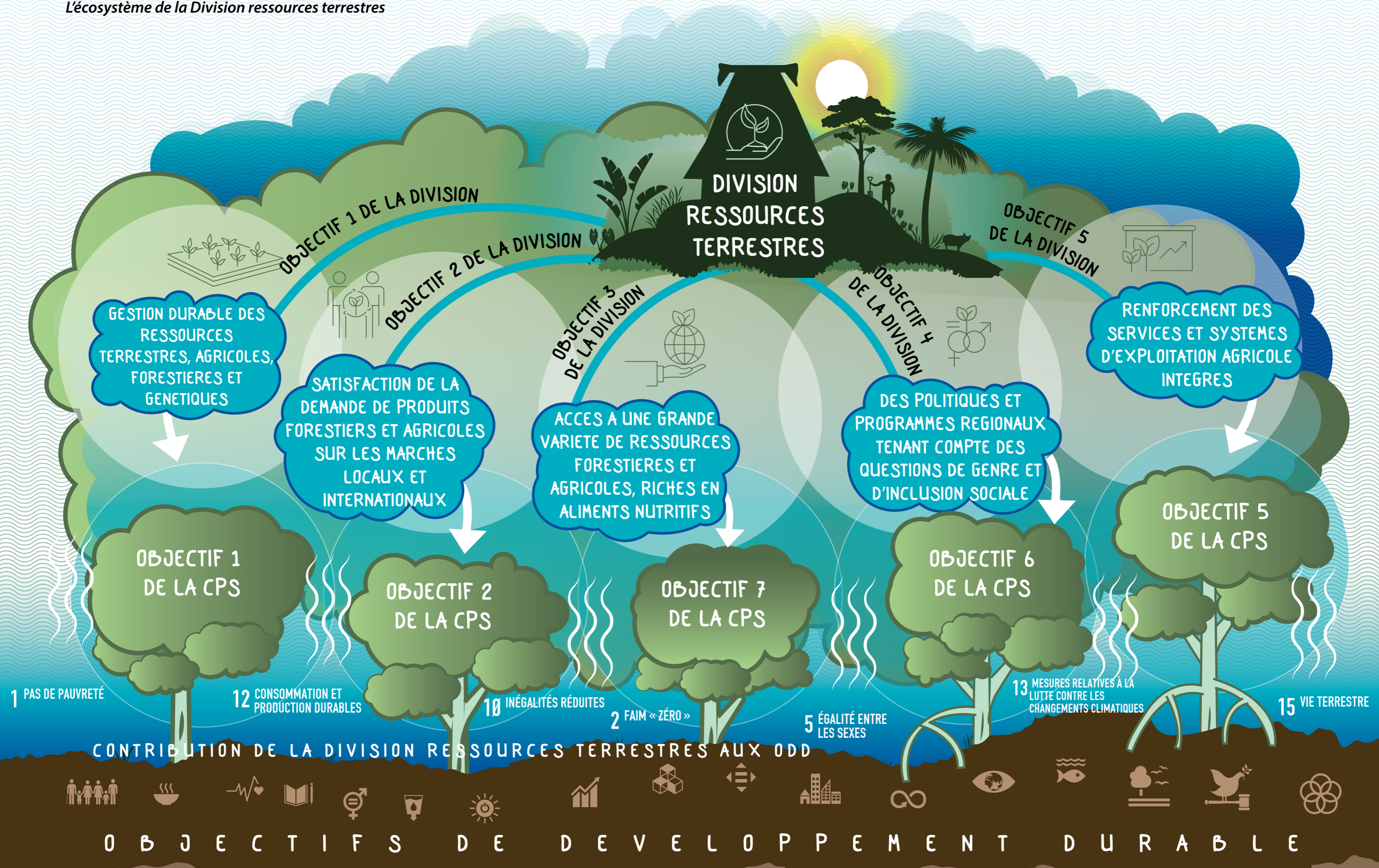
La Division ressources terrestres a appuyé la rédaction de la version préliminaire d'un manuel pratique sur la culture sous abri, qui sera finalisé en 2021. Le manuel est un outil important pour accompagner le déploiement du système de culture sous abri que les gouvernements et les agriculteurs sont susceptibles d'adopter. Il devrait être achevé au cours du quatrième trimestre 2021.

À Sigatoka, aux Fidji, l'équipe de la Division a continué à appuyer la formation continue des agriculteurs qui pratiquent la culture sous abri, et a également aidé à la rénovation des abris après le passage du cyclone tropical Harold.

L'équipe Santé des végétaux de la Division a continué, en partenariat avec les spécialistes des plantes des pays, à regrouper et analyser les données provenant des cliniques des plantes ainsi que les données sur les plantes transmises par WhatsApp en 2020. Les résultats des cliniques des plantes sont en cours de compilation de façon à appuyer la cartographie des tendances et de la répartition des organismes nuisibles et des maladies dans différents pays et localités.

Aux Fidji, le suivi de la résistance pour les agriculteurs excluant l'utilisation de pesticides s'est poursuivi en lien avec la teigne des crucifères. Un protocole de test biologique de la résistance de cette teigne aux insecticides a été élaboré afin que les pays puissent s'y référer pour lancer des essais de résistance.







Exemple de réussite

Un exploitant abandonne l'agriculture conventionnelle pour l'agriculture biologique et en retire bien plus que des bénéfices financiers.

La demande de produits biologiques est en hausse en Nouvelle-Calédonie et dans tout le Pacifique. Cela motive les agriculteurs de la région, qui sont de plus en plus nombreux à se lancer dans la transition vers l'agriculture biologique.

L'agriculture biologique est un mode de production qui protège la santé des sols, des écosystèmes et des personnes. Elle repose sur des processus écologiques, la biodiversité et des cycles adaptés aux conditions qui prévalent localement plutôt que d'utiliser des intrants ayant des effets secondaires. Des certifications et des labels ont été créés pour les denrées et les produits alimentaires issus de l'agriculture biologique, ce qui permet aux consommateurs d'identifier clairement les produits qu'ils recherchent sur le plan nutritionnel, écologique ou éthique. La certification biologique dépend de la demande et est déterminée par le marché.

La Division ressources terrestres a établi, par l'intermédiaire de la Communauté océanienne pour l'agriculture biologique et le commerce éthique (POETCom) dont elle est à l'initiative, un système alternatif de certification à bas coût géré par des acteurs locaux qui est fondé sur un mécanisme d'inspection par les pairs, connu sous le nom de Système participatif de garantie (SPG). Ce système appuie la croissance du mouvement en faveur du commerce de produits biologiques et éthiques, et contribue à garantir la productivité, la résilience, la durabilité et la bonne santé de la région océanienne. La Division ressources terrestres aide les agriculteurs à accéder au marché des produits biologiques tout en étant la rédactrice, la détentrice et la gardienne de la Norme océanienne d'agriculture biologique.

En 2009, la POETCom a aidé à fonder l'association Bio Calédonia, un groupe relevant du Système participatif de garantie. Cette association a été créée dans le but de fournir aux agriculteurs biologiques un outil garanti leur permettant de mieux commercialiser leurs produits. Bio Calédonia regroupe maintenant environ 95 producteurs ayant obtenu la certification biologique, ce qui représente 1 287 hectares certifiés en Nouvelle-Calédonie.

La POETCom propose des formations et des activités de

renforcement des capacités en matière de production et de certification biologique, en partenariat avec ses associations d'agriculteurs et les groupes SPG. Un échange de cette nature a été organisé en novembre 2019 en Nouvelle-Calédonie, avec la participation de Louis Ate. Louis est un agriculteur néo-calédonien ayant récemment abandonné l'agriculture conventionnelle pour l'agriculture biologique. Les avantages que Louis a tirés de cette transition sont allés bien au-delà de sa motivation de départ, à savoir les bénéfices financiers.

Il s'est rendu compte qu'il était tout aussi important de fournir des denrées alimentaires saines et de qualité pour sa famille que pour sa communauté. Pendant la transition, il a appris à apprécier à sa juste valeur la santé de l'environnement, qui assure sa subsistance, et à la préserver. Il a amélioré ses pratiques agricoles grâce aux formations dispensées et aux informations partagées par l'association Bio Calédonia et la POETCom. Encouragé par la formation, il a créé un petit groupe SPG local au sein de sa tribu de Konoyes-Chaoué à Kouaoua et est devenu le premier producteur biologique certifié SPG détenteur du label Bio Pasifika. Cela a motivé d'autres agriculteurs qui se tournent également vers l'agriculture biologique, deux d'entre eux étant maintenant certifiés SPG et trois autres étant en transition.

Différentes habitudes de Louis ont également évolué grâce à sa transition vers l'agriculture biologique. Il a agrandi son petit champ et son petit verger. Il fait maintenant pousser davantage de citrus, en particulier des mandariniers locaux qui sont une spécialité de la région. Même s'il ne faisait pas particulièrement attention dans un premier temps à la gestion des déchets et qu'il brûlait toute sorte de choses au milieu de ses cultures, il a maintenant trouvé un moyen d'utiliser ses déchets. Il prend davantage soin de la santé des sols et de l'environnement.

Louis espère obtenir la certification biologique pour son exploitation, ce qui lui ouvrira de nouveaux marchés. Renforcer ce type de capacités chez les agriculteurs constitue une première étape importante pour provoquer un changement de comportement. Les pratiques biologiques peuvent inciter les agriculteurs conventionnels à changer leurs habitudes et à élargir leurs moyens de subsistance et leur environnement. Ces évolutions, associées au fonctionnement intensif et participatif du SPG, contribuent à générer un fort sentiment d'appartenance et à pérenniser les initiatives, ce qui aide les exploitants à adopter durablement l'agriculture biologique.

Aux Tonga, l'équipe Santé des végétaux a reçu les résultats du test biologique concernant la souche Waite des Tonga et attend actuellement les résultats en population sur le terrain afin de mener à bien une analyse de la résistance. L'équipe Santé des végétaux a également effectué des essais d'exclusion de la fourmi, et les données sont en cours d'analyse afin de définir les prédateurs naturels et les mesures de lutte contre cet organisme.

Les consultations avec les partenaires de la Division ressources terrestres concernant la lutte contre le rhinocéros du cocotier se sont poursuivies tout au long de l'année. Elles ont permis de cerner et de réunir les plans d'activité pour les pays mélanésiens cibles. Les mandats du comité de pilotage et du groupe consultatif technique du projet de sensibilisation et de réponse à la propagation du rhinocéros du cocotier en Océanie ont été mis sur pied, et leur composition a été fixée. La structure de la base de données sur le rhinocéros du cocotier a été finalisée ; par la suite, la base a été lancée et elle est constamment alimentée par les Îles Salomon et les Fidji. En outre, le manuel de formation

concernant le rhinocéros du cocotier a été mis sur pied et publié.

Les diagnostics des cliniques des plantes se sont poursuivis en 2020, la Division ressources terrestres ayant apporté une assistance technique aux Fidji, au Samoa, aux Tonga et aux Îles Salomon. Environ 315 diagnostics ont été posés dans les pays ciblés. Plus de 260 agriculteurs ont bénéficié des activités assurées par les cliniques des plantes, qui ont permis d'établir les maladies courantes touchant les principales cultures. En outre, une formation de remise à niveau sur les cliniques des plantes a été proposée aux agents de vulgarisation aux Fidji et aux Îles Salomon. Les cliniques des plantes ont également été présentées au Salon de l'agriculture des Fidji, à Nadi. Enfin, la rédaction d'un manuel sur les cliniques des plantes s'est achevée au troisième trimestre ; l'objectif de ce manuel est d'appuyer les services de vulgarisation en matière de surveillance des organismes nuisibles et des maladies, ainsi que de diagnostic au niveau de l'exploitation agricole.

Contribution aux objectifs de la CPS et aux objectifs de développement durable des Nations Unies

Objectifs de la CPS

En 2020, la Division ressources terrestres s'est employée à mieux intégrer son travail dans l'ensemble des objectifs de développement de la CPS. Le Plan stratégique de la CPS 2016-2020 se compose de neuf objectifs de développement qui relèvent de ses trois principaux buts. Le mandat de la Division ressources terrestres au sein de la CPS lui a donné les moyens de contribuer à cinq des neuf objectifs, qui apparaissent en gras ci-dessous.

Objectif 1 : Les peuples océaniques profitent d'un développement économique durable.

- 1. Renforcer la gestion durable des ressources naturelles.**
- 2. Améliorer les filières d'exportation vers les marchés étrangers.**
3. Renforcer la viabilité des systèmes de transport et la sécurité énergétique.
4. Renforcer l'accès aux statistiques sur le développement et leur mise à profit pour étayer les politiques et suivre les progrès enregistrés.

Objectif 2 : Les communautés du Pacifique sont autonomes et résilientes.

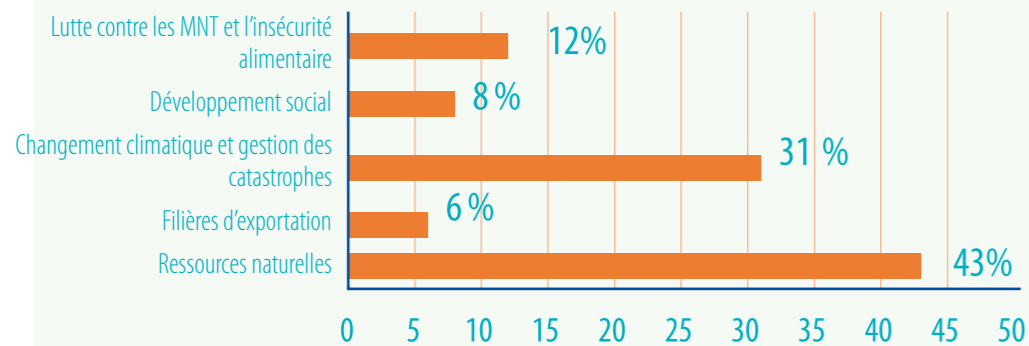
- 5. Améliorer les interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes.**
- 6. Améliorer le développement social grâce à la promotion des droits de la personne, de l'égalité entre les sexes, de la diversité culturelle et de débouchés d'avenir pour les jeunes.**

Objectif 3 : Les Océaniques réalisent leur plein potentiel, tout en vivant longtemps et en bonne santé.

- 7. Améliorer les interventions plurisectorielles dans la lutte contre les maladies non transmissibles et l'insécurité alimentaire.**
8. Renforcer la surveillance et la réponse en santé publique à l'échelle régionale.
9. Améliorer la qualité de l'éducation.

Pour 2020, le plan d'activité 2019-2023 de la Division ressources terrestres est en phase avec le plan stratégique 2016-2020 de la CPS. Une analyse et une évaluation menées en fin d'année ont indiqué que la Division ressources terrestres avait obtenu 51 résultats majeurs au cours de l'année. Sur les cinq objectifs de développement de la CPS auxquels la Division ressources terrestres a contribué, 22 résultats relevaient du premier objectif de développement (ressources naturelles), 3 relevaient du deuxième objectif de développement (filiales d'exportation vers les marchés étrangers), 16 relevaient du cinquième objectif de développement (changement climatique et catastrophes), 4 relevaient du sixième objectif de développement (développement social) et 6 relevaient du septième objectif de développement (maladies non transmissibles et sécurité alimentaire). La contribution de la Division ressources terrestres aux objectifs de développement de la CPS est représentée dans le graphique ci-dessous.

Contribution de la Division ressources terrestres aux objectifs de développement de la CPS



Objectifs de développement durable

En 2020, la CPS a davantage mis l'accent sur sa contribution à la réalisation des objectifs de développement durable des Nations Unies.

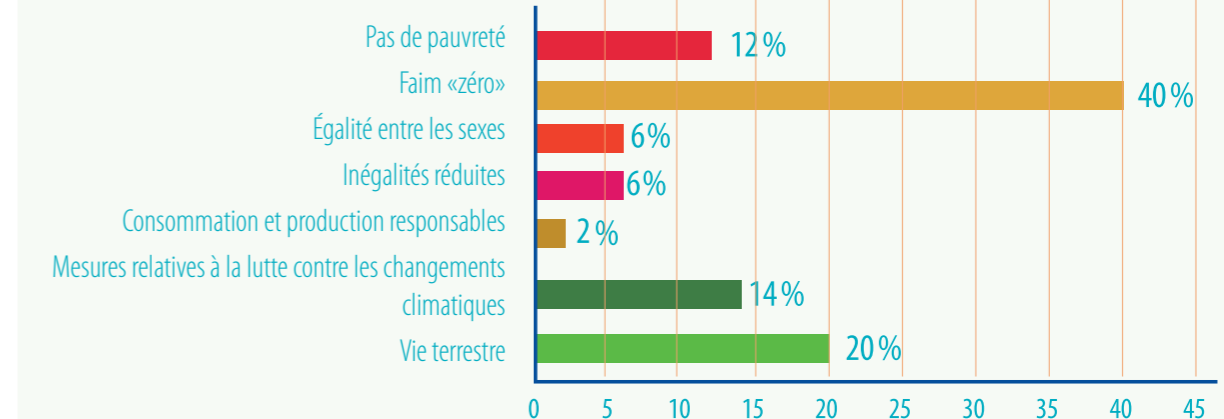
La contribution de la Division ressources terrestres aux objectifs de développement durable a principalement porté sur les objectifs suivants : pas de pauvreté, faim « zéro », égalité entre les sexes, inégalités réduites, vie terrestre, et consommation et production responsables. La Division a également apporté une contribution secondaire à d'autres objectifs, par exemple : partenariats pour la réalisation des objectifs, mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques, bonne santé et bien-être, production responsable, et industrie, innovation et infrastructure.

La Division a particulièrement contribué aux objectifs suivants :



Le graphique ci-dessous détaille la contribution apportée en 2020 à chaque objectif de développement durable par la Division ressources terrestres par l'intermédiaire de ses 51 résultats (en pourcentage).

Contribution de la Division ressources terrestres aux ODD



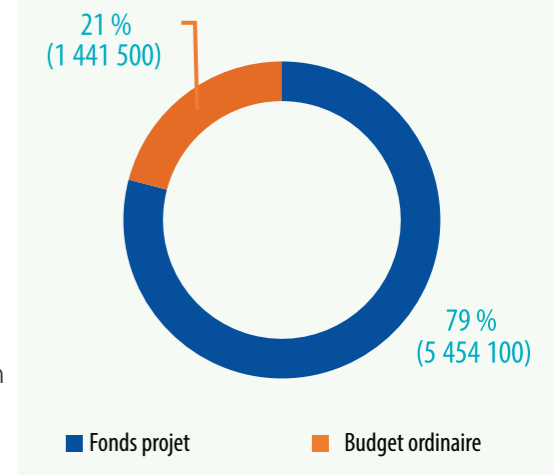
Partenaires et ressources

La Division ressources terrestres s'est employée à étendre ses programmes et projets en 2020, tout en veillant à ce que les ressources soient mieux ciblées et utilisées plus efficacement. Les programmes et projets étaient axés sur les quatre principaux thèmes de la Division ressources terrestres, ou piliers, qui sont transversaux et intégrés. Ces quatre piliers sont les suivants :

- Ressources génétiques
- Paysages et forêts durables
- Agriculture durable
- Marchés au service des moyens de subsistance

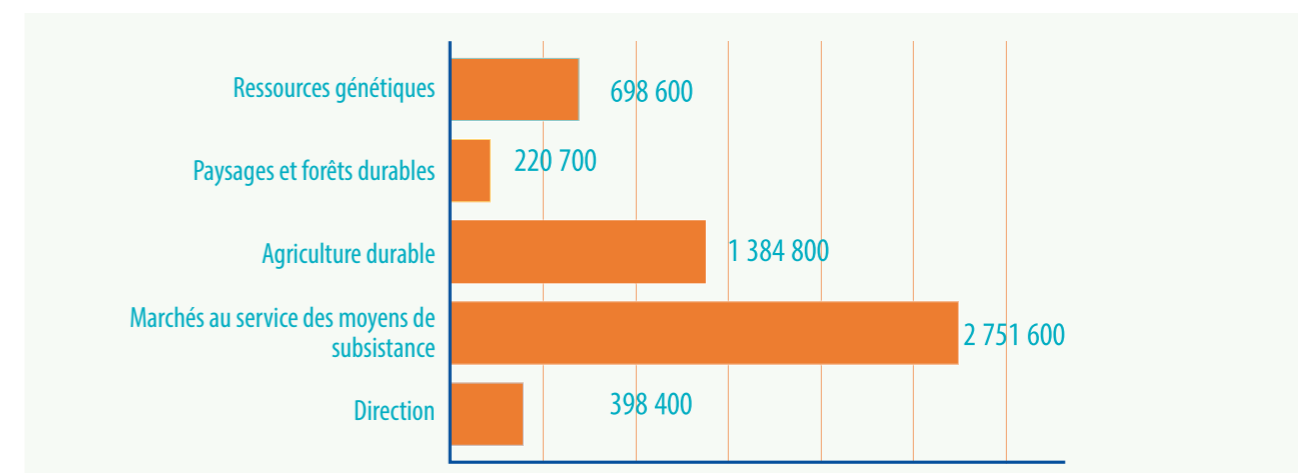
Ces piliers s'articulent autour de six programmes intégrés, en cours d'élaboration :

- Volet océanique de l'initiative Des semences pour la vie
- Santé des écosystèmes
- Systèmes alimentaires durables pour la santé et la nutrition
- Biosécurité et sécurité des échanges
- Excellence en matière d'agriculture sur les atolls
- Programme intégré pour le cocotier



Les quatre piliers ont bénéficié d'un financement mixte qui se divise en deux grandes catégories : les fonds globalisés (ou ordinaires) et les fonds fléchés, principalement utilisés pour des projets. En 2020, les fonds projet atteignaient 5 454 100 euros, et les fonds ordinaires 1 441 500 euros. Voir le graphique ci-dessus.

Dans la répartition des 5 454 100 euros des fonds projets, le pilier Marchés au service des moyens de subsistance vient en première position avec 2 751 600 euros, suivi du pilier Agriculture durable avec 1 384 800 euros, du pilier Ressources génétiques avec 698 600 euros, de la Direction avec 398 400 euros, puis du pilier Paysages et forêts durables avec 220 700 euros. Cette répartition est illustrée dans le graphique ci-dessous.



Pour l'année 2020, les fonds reçus par la Division ressources terrestres ont été versés par dix partenaires principaux.

1. Gouvernement de la Nouvelle-Zélande
2. Gouvernement de l'Australie
3. Union européenne
4. Fonds fiduciaire mondial pour la diversité des cultures
5. FIDA (Fonds international de développement agricole)
6. PROE (Programme régional océanique de l'environnement)
7. FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture)
8. GIZ (Agence allemande de coopération internationale)
9. PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement)
10. Royal Botanic Gardens de Kew

Les programmes et projets, nouveaux et en cours, financés par ces partenaires ont aussi pu collaborer avec un certain nombre d'universités et d'établissements d'enseignement. Il s'agit notamment des établissements suivants (pour lesquels le domaine de collaboration est précisé) :

1. Université de Tasmanie, Université d'Adélaïde, CSIRO et LandcareNZ : projets d'optimisation des sols.
2. Southeast Asian Regional Center for Graduate Study and Research in Agriculture : services de vulgarisation au profit des petits exploitants.
3. Université de la Sunshine Coast, Université d'Adélaïde : systèmes d'arboriculture.
4. Université Griffith, Université Southern Cross, Institut national de recherche agronomique (NARI), Université d'Adélaïde, CSIRO : foresterie.
5. Université de l'Australie occidentale, Université de Sydney, Université du Pacifique Sud, Université d'Auckland : agriculture climato-intelligente.
6. Université de Central Queensland, Université de la Sunshine Coast, Université du Queensland : systèmes de production de légumes.
7. Université du Queensland : cocotiers.
8. Université de la Sunshine Coast : facteurs stratégiques.

Nos partenaires financiers et les établissements d'enseignement avec lesquels nous travaillons ont collaboré avec la Division ressources terrestres dans le cadre des quatre principaux piliers en vue d'obtenir les résultats suivants.

- Renforcement de l'accessibilité des variétés végétales et animales traditionnelles ou améliorées (agrobiodiversité préservée, enrichie et promue).
- Élaboration et renforcement des protocoles visant à assurer l'efficacité de la fourniture de matériel végétal aux réseaux semenciers nationaux.
- Développement du Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CePaCT) en un centre d'excellence.
- Poursuite des recherches avec les partenaires internationaux, parmi lesquels le Centre français de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR), le Centre australien pour la recherche agricole internationale (ACIAR) et les centres nationaux de recherche, pour renforcer les capacités nationales et régionales dans des domaines clés tels que les banques de gènes et les pépinières, et élaborer des protocoles pour la reproduction en masse, le développement, l'évaluation et la sélection des cultures, ainsi que pour le dépistage et l'éradication des organismes nuisibles et maladies.

- Capacités renforcées en matière de gestion durable des ressources terrestres et forestières.
- Développement et renforcement des capacités nationales et régionales en matière d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses impacts, et de réponse aux conséquences des catastrophes sur les ressources terrestres, agricoles et forestières.
- Augmentation des capacités pour mettre en œuvre les concepts des Directives volontaires en matière de gouvernance responsable des régimes fonciers et de planification participative de l'utilisation des terres, et pour répondre aux demandes des pays membres, qui souhaitent bénéficier d'une assistance pour l'élaboration de politiques et de plans d'utilisation efficace des terres.
- Élaboration, introduction et généralisation des modèles agroforestiers en Micronésie et dans les petits atolls de Mélanésie et de Polynésie, en vue de favoriser la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'efficacité de la production agricole et animale, ainsi que la promotion de marchés pour les produits forestiers à forte valeur marchande.
- Mise au point participative de techniques visant à améliorer la productivité dans les domaines de l'agroforesterie, de l'agriculture et de l'élevage (développement de cultures salino- et climato-résilientes, adaptation au changement climatique et atténuation de ses effets, amélioration de la santé des sols, systèmes d'agroforesterie et d'élevage, gestion intégrée des cultures, renforcement de la vulgarisation, de la recherche et du transfert de technologies).
- Prise de conscience et compréhension améliorées de la Division à l'égard du changement climatique et des autres grandes problématiques touchant à l'agriculture et à la foresterie.
- Accroissement de la diffusion et de l'adoption des nouvelles techniques de production agricole.
- Renforcement de l'aptitude de la Division à prendre des décisions stratégiques fondées sur des éléments concrets en matière de sécurité alimentaire, de gestion durable des ressources et de croissance économique.
- Capacité renforcée des États et Territoires insulaires océaniques à satisfaire aux normes, directives et conditions internationales en matière d'exportation et de commerce intérieur, informations améliorées sur le statut phyto- et zoosanitaire des pays.
- Présence accrue des petits exploitants (notamment les femmes et les jeunes) sur les marchés locaux, nationaux et internationaux ; mise au point et valorisation de techniques post-récoltes durables et viables ; augmentation de la production et de la consommation d'aliments locaux nutritifs ; technologies visant à améliorer durablement la productivité animale ; mise au point et promotion d'approches participatives.
- Élaboration de protocoles permettant aux familles d'agriculteurs de mettre en place des cultures alimentaires durables (aussi bien sur le plan de la qualité que de la quantité), aide aux pays membres pour la création d'un capital social dans la production alimentaire, la commercialisation et l'éthique commerciale, et promotion des systèmes participatifs de garantie et groupements.
- Encadrement d'un programme en faveur de l'emploi des jeunes et de l'agri-preneurariat, en veillant à ce que les jeunes, les femmes et les minorités aient équitablement accès aux ressources existantes et aux débouchés professionnels.





Perspectives pour 2021

L'année 2020 a été particulièrement difficile pour tous et toutes, c'est une évidence, et la Division ressources terrestres n'a pas fait exception. La pandémie causée par la COVID-19 a rapidement atteint les rives de nombreuses îles du Pacifique, ce qui a nécessité de repenser entièrement la façon dont la Division met en place son ambitieux plan de travail et collabore avec ses partenaires afin d'obtenir des résultats et des progrès dans la région.

Même si de nombreux programmes et projets ont été retardés ou ont dû être momentanément interrompus pendant l'année, la Division a rapidement trouvé des moyens d'aller de l'avant. L'équipe a commencé à mener ses activités en ligne, en organisant des formations et des réunions à distance, tout en continuant les distributions prévues de semences et de cultures, en mettant en avant les femmes et les communautés défavorisées dans la planification et la mise en œuvre, ainsi qu'en renforçant les partenariats existants et en nouant de nouveaux partenariats afin de lancer un plan de travail toujours plus ambitieux en 2021.

La Division ressources terrestres s'appuiera l'an prochain sur les jalons posés, ce qui passera en particulier par la reprise des programmes et des projets interrompus, et le lancement des programmes et projets conçus lors de consultations en ligne approfondies en 2020. À mesure que les populations océaniques accèdent au vaccin et que les pays laissent la COVID-19 derrière eux, la Division cherche à élargir ses formations par l'intermédiaire du laboratoire de santé des végétaux, qui est déjà opérationnel, à intégrer officiellement les questions de genre et les communautés défavorisées dans sa planification stratégique (par exemple dans le nouveau plan de la POETCom), à approfondir ses travaux visant à éradiquer les organismes nuisibles et les maladies, et à mettre en avant les cultures océaniques essentielles comme le cocotier, tout en mettant à la disposition des communautés agricoles d'autres semences et cultures.

La Division pilotera également en 2021 plusieurs manifestations incontournables qui poseront les jalons de l'avenir du Pacifique. Après l'annulation de la Conférence bisannuelle des Directeurs de l'agriculture et de la foresterie en 2020, la Division est prête à organiser cette réunion en août 2021 avec un ordre du jour ambitieux qui inclura le relèvement post-COVID-19. La Division lancera également une série de dialogues régionaux en amont du premier Sommet sur les systèmes alimentaires des Nations Unies en septembre 2021 afin de faire en sorte que la voix du Pacifique se fasse entendre au cours de cette manifestation mondiale sans précédent.

Les activités de mobilisation de ressources se concentreront en 2021 sur l'appui aux biens publics régionaux au sein de la Division ressources terrestres, comme le CePaCT, et sur la mise sur pied du programme de travail du pilier Paysages et forêts durables.

Le défi que représentera le relèvement des ressources terrestres et des communautés qui en dépendent continuera à monter en puissance après la pandémie de COVID-19. La Division ressources terrestres s'appuiera sur l'importante infrastructure de programme mise en place pendant l'année, tout en continuant à associer ses travaux avec les autres divisions de la CPS et sans perdre de vue les objectifs de développement durable. Malgré une année 2020 compliquée, notre vision reste immuable : « gestion durable des ressources naturelles et des écosystèmes, et caractère équitable des marchés au service de la résilience et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations océaniques ». Nous avons hâte que vous vous joigniez à nous dans nos actions visant à « reconstruire en mieux » afin de garantir, aujourd'hui comme demain, la prospérité et la résilience du Pacifique.